

Saint-Lô, lundi 19 janvier 2026

Affaire suivie par
Chantal TRUBLET
Technicienne sanitaire et de sécurité sanitaire
Direction de la santé publique
Pôle santé environnement
Unité départementale de la Manche
Mél. : chantal.trublet@ars.sante.fr
Tél. : 07 60 75 00 73

Monsieur le directeur
Direction départementale des territoires
et de la mer
Service Mer et Littoral
Pôle Gestion du littoral
Place Bruat
BP 838
50108 CHERBOURG EN COTENTIN

Réf. : DSP-SE50 A287-2025-CT

Objet : Consultation administrative
Extension du quai des Flamands
sur la commune de CHERBOURG-EN-COTENTIN
en vue de l'adaptation du port de Cherbourg
aux développements des énergies marines renouvelables

Monsieur le Directeur,

Comme suite à votre transmission dans le cadre de la consultation administrative relative au projet d'extension du quai des Flamands sur la commune de CHERBOURG-EN-COTENTIN en vue de l'adaptation du port de Cherbourg aux développements des énergies marines renouvelables, j'ai l'honneur de vous faire part de mes observations.

Le projet qui vise à répondre à la croissance de la filière des Énergies Marines Renouvelables (EMR) consiste à étendre le quai lourd du port de Cherbourg-en-Cotentin. A cette fin, il implique :

- Le déplacement de la digue existante (digue Hersant / jetée des Flamands),
- L'exécution des dragages et déroctages sur l'emprise et au droit du futur quai,
- La construction de la nouvelle digue de protection, positionnée 200 m au Nord de la digue actuelle,
- Le rempiètement du quai existant.
- La mise en place de banquettes de stabilisation et d'échouage de barges de transport de composants lourds.

Le projet de Ports de Normandie implique d'importantes opérations de dragage/déroctage. Les matériaux issus du déroctage seront réemployés pour la construction du noyau de la nouvelle jetée des Flamands, le cas échéant dans le quai (selon des variantes qui pourraient être proposées par les entreprises de construction), et sinon destinés à être clapés en mer.

Les sédiments issus des opérations de dragage seront quant à eux en grande majorité immergés au sein de la zone de clapage définie précédemment et autorisée par arrêté préfectoral de 2003. Une partie des sables pourra en outre être utilisée pour constituer le noyau de la future jetée des Flamands, et le cas échéant dans le quai.

Le suivi de la qualité des eaux pendant les travaux, qui est prévu être axé sur la turbidité et les matières en suspension, devra également prendre en compte les usages sanitaires sensibles à proximité du projet. A ce titre, un suivi de ces paramètres dans la colonne d'eau apparaît nécessaire à proximité de l'élevage

 Retrouvez toutes nos mentions légales sur notre site internet <https://www.normandie.ars.sante.fr/mentions-legales-2>

- - -

de saumons de la grande rade mais également au niveau de la passe Cabart Danneville au regard de la proximité de la prise d'eau alimentant les établissements agro-alimentaires de ce secteur ainsi que les zones de baignade de Tournaville. En outre, une surveillance de la qualité microbiologique selon différentes saisons, conditions de marées et de vents apparaît nécessaire et doit être mise en place pendant la phase de travaux à proximité de la passe Cabart Danneville.

Le projet prévoit une immersion des sédiments dans la zone autorisée antérieurement, étendue vers le nord. L'étude de modélisation de transport sédimentaire a confirmé l'absence de dépôt sur le fond ou de turbidité et l'absence d'incidence sur les enjeux localisés à proximité de la zone d'immersion. Aussi, dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires, compte-tenu de la très forte dispersion sur le site d'immersion, en raison de courants de marée très forts, seule l'évaluation des expositions liées au dragage a été menée.

Les analyses physico-chimiques réalisées sur les sédiments superficiels aux alentours de la digue des Flamands montrent des concentrations inférieures au seuil réglementaire N1 - qui est la valeur plafond pour une immersion des sédiments de dragage sans étude complémentaire - sur les 5 stations à l'exception de 2 valeurs en Anthracène. Pour autant, l'évaluation des risques sanitaires liés à la contamination de produits de la mer potentiellement contaminés par les opérations de dragage et d'immersion, basée sur les Valeurs Toxicologiques de Référence, conclut que les risques sont considérés comme acceptables.

Pour ce qui concerne les analyses physico-chimiques effectuées sur les sondages carottés, les sédiments sont globalement de bonne qualité à l'exception de quelques dépassements, qui cependant restent dans la proportion et les niveaux tolérés (Arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement).

Concernant l'impact acoustique et vibratoire, les modélisations réalisées montrent que plusieurs dépassements des seuils sont attendus dans les zones d'habitations, notamment en période nocturne mais également en période diurne le week-end, pour le battage de pieux. Aussi, des actions doivent être définies pour réduire les nuisances envers les populations humaines, notamment en période nocturne, ou a minima, des dispositions doivent être prises pour informer les riverains de la programmation des travaux susceptibles de générer des nuisances (battage des pieux).

Enfin, l'implantation des installations nécessaires à la construction des fondations gravitaires d'éoliennes en mer (GBS) implique l'implantation d'une centrale à béton. Elle sera composée de 3 unités de fabrication (malaxeurs) de 3 m³, 6 dispositifs de pesée, 12 silos de stockage, des équipements de chargement des agrégats et du ciment ainsi que d'une activité de peinture des fondations,

Concernant ces installations, j'attire l'attention sur les points suivants :

- La consommation d'eau : le projet prévoit une consommation de 5 000 m³ en phase d'installation et de 35 000 m³ en phase d'exploitation. Dans un contexte de pression croissante sur la ressource, il est recommandé de solliciter un avis officiel de la personne responsable de la production et de la distribution d'eau (cycle de l'eau de la Communauté d'agglomération du Cotentin) afin de confirmer la capacité à répondre à cette demande.
- La gestion des eaux : l'eau utilisée pour la fabrication du béton proviendra par la suite du réseau et d'un recyclage en circuit fermé. Aucun rejet dans les réseaux communautaires n'est prévu. Les eaux pluviales seront traitées via un séparateur d'hydrocarbures avec débouleur. Un suivi mensuel de la turbidité et des MES est programmé.
- L'assainissement : en cas de recours à une filière autonome pour les eaux usées de la base vie, celle-ci devra être validée par le SPANC.

- La surveillance des poussières : Une surveillance des retombées de poussières devra être mise en œuvre conformément à l'arrêté de prescriptions générales applicables.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur général
L'ingénieur du génie sanitaire



Sabrina LEPELTIER